

Accepteriez-vous de vivre en union libre?

par Anne Milan

Le nombre de couples vivant en union libre a augmenté de façon spectaculaire au cours des 20 dernières années; ce genre d'union fait maintenant partie intégrante des modes de vie conjugale au Canada. D'après les données du recensement, le nombre d'unions libres a plus que doublé en 20 ans, passant de 6 % en 1981 à 14 % en 2001. Si bien des gens choisissent l'union libre dans le cas d'une deuxième relation, ou d'une relation subséquente, nombreux sont ceux et celles qui choisissent ce genre d'union pour leur première relation de couple¹.

Malgré l'augmentation du nombre d'unions libres et le fait que ce type de relation soit de plus en plus accepté par la société, la vie à deux hors du mariage ne convient pas à tout le monde. À vrai dire, il semble qu'il serait plus approprié de chercher à savoir « qui ne vit pas en union libre » plutôt que de savoir « qui vit en union libre² ». Dans le présent article, nous utilisons les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 2001 pour déterminer dans quelle mesure les personnes qui n'ont jamais été mariées ou qui l'ont déjà été et n'ont jamais vécu en union libre consentiraient à s'engager dans ce genre d'union un jour ou l'autre³.

Les hommes consentent plus facilement que les femmes à vivre en union libre

La population de personnes qui n'ont jamais vécu en union libre est répartie

TSC Ce qu'il faut savoir sur la présente étude

Les données utilisées dans le présent article sont tirées de l'Enquête sociale générale de 2001. Dans le cadre de cette enquête, des interviews ont été menées auprès d'un échantillon représentatif de plus de 24 000 Canadiens de 15 ans et plus vivant au sein de ménages privés dans les 10 provinces. Aux fins du présent article, la question « Pourriez-vous jamais vivre en union libre? » a été posée uniquement aux personnes qui n'avaient jamais été mariées ou l'avaient déjà été, qui n'étaient pas dans une relation intime au moment de l'enquête et qui n'avaient jamais vécu en union libre. Environ 7 100 personnes ayant ces caractéristiques et représentant près de 6 millions de Canadiens ont répondu à la question.

assez uniformément entre les personnes disposées à vivre en union libre et celles qui ne sont pas prêtes à accepter ce genre d'union. Un peu moins de la moitié (48 %) des personnes qui n'ont jamais été mariées, ou qui l'ont déjà été, estimaient qu'elles pourraient vivre en union libre à un certain moment dans l'avenir, tandis qu'un peu plus de la moitié (52 %) ne se voyaient pas choisir ce genre d'union.

Les hommes sont proportionnellement beaucoup plus nombreux que les femmes à favoriser l'union libre. En effet, parmi les hommes non mariés, 62 % ont déclaré être en faveur de ce genre d'union, comparativement à 36 % des femmes non mariées. Les résultats d'une analyse fondée sur un modèle de régression logistique révèlent que, lorsque tous les autres

facteurs demeurent constants, les probabilités que les femmes acceptent de vivre en union libre ne représentent que 60 % des probabilités correspondantes chez les hommes.

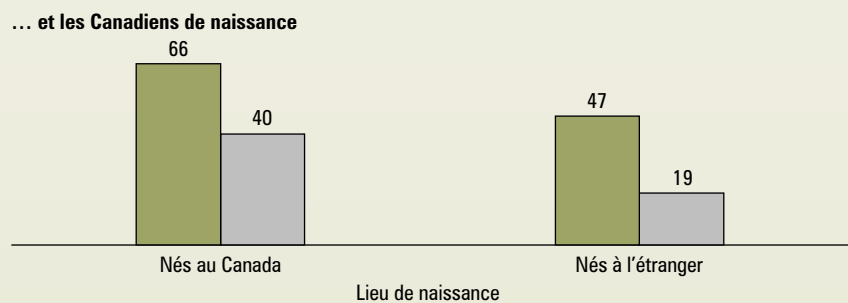
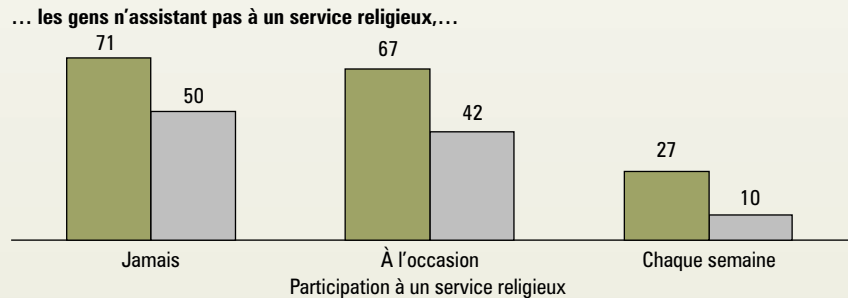
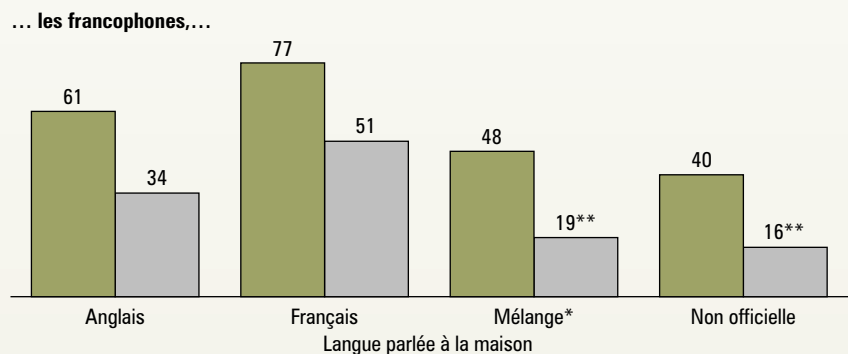
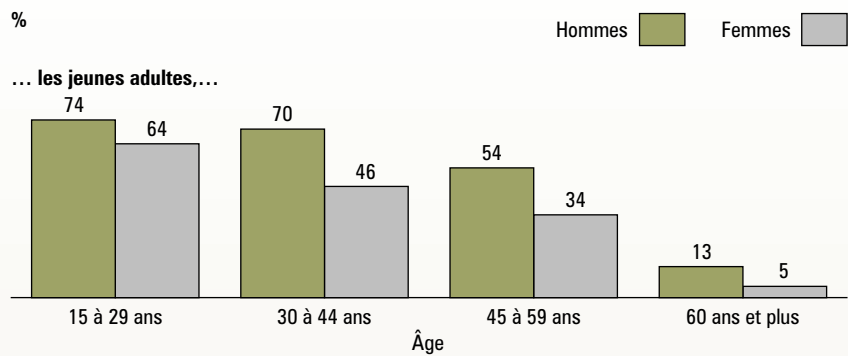
1. Statistique Canada, *Profil des familles et des ménages canadiens : la diversification se poursuit*, produit n° 96F0030XIF 2001003 au catalogue, 2002; Statistique Canada, *La diversification de la vie conjugale au Canada*, produit n° 89-576-XIF au catalogue, 2002.
2. P.J. Smock, « Cohabitation in the United States: An appraisal of research themes, findings, and implications », *Annual Review of Sociology*, 2000, n° 26, p. 1 à 20.
3. Cette analyse ne comprend pas les personnes qui, au moment de l'enquête, vivaient dans une relation intime avec une personne appartenant à un ménage distinct.

La disposition à vivre en union libre s'atténue à mesure que les gens vieillissent et, dans chaque groupe d'âge, la proportion de personnes qui consentent à ce mode de vie est plus faible chez les femmes que chez les hommes. Par exemple, 74 % des hommes et 64 % des femmes de 15 à 29 ans accepteraient de vivre en union libre, par rapport à seulement 13 % des hommes et à 5 % des femmes de 60 ans et plus. Le fait que les femmes soient moins disposées à vivre en union libre pourrait indiquer qu'elles sont plus susceptibles que les hommes de croire que le mariage est le type d'union sociale à privilégier. Peut-être parce que les veufs et les veuves ont tendance à être plus âgés, seulement 6 % d'entre eux seraient prêts à envisager de vivre en union libre, comparativement à 39 % des personnes divorcées ou séparées et à 64 % des personnes qui n'ont jamais été mariées. Les résultats obtenus à l'aide du modèle de régression montrent que les probabilités que des veufs ou des veuves acceptent de vivre en union libre étaient de 30 % inférieures aux probabilités que les personnes n'ayant jamais été mariées envisagent une telle union.

Le niveau de scolarité et la situation sur le marché du travail ont une incidence

On associe souvent un niveau de scolarité élevé à des attitudes plutôt libérales. Les données de l'ESG de 2001 révèlent que les personnes ayant fait au moins des études post-secondaires partielles (54 %) étaient davantage disposées à vivre en union libre que celles ayant tout au plus un diplôme d'études secondaires (41 %). Après avoir tenu compte d'autres facteurs, les probabilités de consentir à vivre en union libre étaient inférieures dans une proportion de 30 % chez les personnes ayant tout au plus terminé leurs études secondaires, comparativement aux personnes ayant fait au

TSC Les Canadiens les plus disposés à vivre en union libre sont...



* Fait référence à une combinaison de l'anglais, du français ou d'une langue non officielle.

** Forte variabilité d'échantillonnage.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2001.

moins certaines études postsecondaires. Dans une étude antérieure, on a également constaté que les personnes ayant fait des études universitaires étaient plus susceptibles de vivre en union libre que de se marier lorsqu'il s'agissait de leur première union⁴.

Bien qu'un niveau de scolarité supérieur soit associé à une attitude plus positive face à l'union libre, les jeunes adultes de 15 à 29 ans encore aux études avaient moins tendance à vouloir vivre en union libre (66 %) que les personnes faisant partie de la population active (76 %). Il se peut que pour certaines personnes, il soit important de rechercher une quelconque sécurité financière avant de s'engager dans une union. Dans l'ensemble, après avoir neutralisé les effets d'autres facteurs, les probabilités d'accepter de vivre en union libre étaient inférieures dans une proportion de 40 % chez les étudiants, comparativement aux personnes faisant partie de la population active. Cette constatation correspond aux résultats tirés d'une étude antérieure, qui présentent certains éléments de preuve à l'effet que les personnes encore aux études étaient moins susceptibles que celles occupant un emploi de considérer l'union libre comme acceptable⁵.

C'est au Québec qu'on trouve le plus de personnes disposées à vivre en union libre

L'attitude face à l'union libre varie considérablement d'un bout à l'autre du pays. Ce type d'union est beaucoup plus répandu au Québec qu'ailleurs au Canada⁶. En effet, c'est dans cette province que les gens sont davantage favorables à l'union libre. Au Québec, plus des trois cinquièmes (61 %) des gens non mariés qui n'avaient jamais vécu en union libre étaient susceptibles d'envisager ce genre de relation, comparativement à environ deux cinquièmes (39 %) des personnes interrogées en Ontario et dans les Prairies (41 %). Tant dans les provinces de l'Atlantique qu'en Colombie-Britannique,

TSC Un aperçu des Canadiens non mariés

Les Canadiens non mariés qui ont fait l'objet de l'étude décrite dans le présent article forment un groupe très varié. L'âge moyen des répondants était de 41 ans, mais plus de 4 personnes sur 10 (44 %) avaient de 15 à 29 ans, et près de 3 personnes sur 10 (26 %) avaient plus de 60 ans. Les femmes étaient plus nombreuses que les hommes parmi les Canadiens non mariés (54 % comparativement à 46 %). La plupart des personnes non mariées ne l'avaient jamais été (62 %), tandis que 19 % avaient divorcé ou étaient séparées; les 19 % restants étaient veufs ou veuves. La plupart des Canadiens non mariés (56 %) avaient un revenu annuel personnel inférieur à 20 000 dollars, alors que 18 % gagnaient 40 000 dollars par année ou davantage. Plus de 4 personnes non mariées sur 10 faisaient partie de la population active, un peu plus du quart des personnes non mariées étaient encore aux études et près du tiers avaient déclaré vivre à la maison ou être à la retraite ou atteint d'une maladie. Plus de la moitié des personnes non mariées (55 %) avaient fait des études secondaires ou moins, alors que 45 % avaient fait au moins certaines études postsecondaires.

un peu plus de la moitié (51 %) des personnes non mariées étaient prêtes à cohabiter avec une autre personne sans être mariées. Après avoir tenu compte de tous les autres facteurs, les résidents de l'Ontario, des Prairies et de la Colombie-Britannique présentaient des probabilités beaucoup moindres que les résidents du Québec d'accepter de vivre en couple sans être mariés.

La langue que les gens parlent d'habitude à la maison semble également avoir une incidence. Près des deux tiers (63 %) des personnes parlant français à la maison étaient disposées à vivre en union libre, comparativement à 46 % de celles parlant anglais à la maison. La proportion de personnes disposées à vivre en union libre chutait à 26 % chez les gens qui parlaient à la maison une langue autre que les deux langues officielles⁷. Les résultats obtenus à l'aide du modèle de régression révèlent que, par rapport aux Canadiens francophones, les Canadiens parlant anglais à la maison présentaient des probabilités inférieures, dans une proportion de 30 %, de manifester un

intérêt pour l'union libre et, dans le cas des Canadiens dont la langue parlée à la maison était une langue non officielle, ces probabilités étaient inférieures dans une proportion de 70 %.

4. P. Turcotte et F. Goldscheider, « Evolution of factors influencing first union formation in Canada », *Canadian Studies in Population*, 1998, vol. 25, n° 2, p. 145 à 173.
5. B.A. Mitchell, « Ethnocultural reproduction and attitudes towards cohabiting relationships », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 2001, vol. 38, n° 4, p. 391 à 413.
6. D'après les données du recensement, environ 30 % de tous les couples du Québec vivaient en union libre en 2001, comparativement à 12 % des couples dans le reste du pays.
7. Au Québec, plus de la moitié (53 %) des personnes non mariées qui parlaient l'anglais à la maison étaient disposées à vivre en union libre, comparativement à 64 % des personnes qui y parlaient uniquement le français. Seulement 44 % (variabilité d'échantillonnage élevée) des résidents du Québec parlant une langue non officielle à la maison étaient prêts à vivre en union libre.

Parmi les jeunes adultes de 15 à 29 ans, pas moins de 95 % de ceux qui parlaient français à la maison étaient disposés à vivre en union libre. La proportion de jeunes adultes ouverts à la possibilité de vivre un jour en union libre tombait à 67 % chez les personnes parlant anglais à la maison et à 42 % chez les personnes parlant une langue non officielle à la maison.

L'influence des antécédents culturels

Dans certaines cultures, la vie en union libre est plus acceptée que dans d'autres. En effet, dans de nombreux pays occidentaux, où l'individualisme croissant et le faible engagement religieux sont la norme, on est plus susceptible d'approuver les unions libres⁸. Par contre, dans un grand nombre de sociétés d'Asie et d'Europe méridionale, où l'on accorde beaucoup d'importance à la religion et aux valeurs familiales, on est moins porté à approuver les unions libres. Dans une étude antérieure qui portait sur certains groupes ethno-culturels précis, on a constaté que les jeunes Canadiens d'origine britannique affichent une attitude plus libérale à l'égard de l'union libre que les jeunes Canadiens originaires du Sud de l'Europe ou d'origine chinoise ou indo-canadienne⁹.

Le Canada compte de nombreuses cultures, et une proportion importante de sa population est née à l'étranger. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient disposés à vivre en union libre, les hommes et les femmes nés au Canada étaient beaucoup plus enclins à accepter ce type d'union que les personnes nées à l'étranger. Environ 52 % des personnes nées au Canada étaient disposées à vivre en union libre, comparativement à 30 % des personnes nées à l'étranger. Après avoir considéré tous les autres facteurs, les probabilités d'accepter l'union libre étaient 1,4 fois supérieures dans le cas des personnes nées au Canada que dans le cas de celles nées à l'étranger.

La participation fréquente à des services religieux semble aller de pair

avec l'adhésion au mariage¹⁰. Ainsi, seulement 15 % des personnes très religieuses (d'après la présence hebdomadaire dans un lieu consacré au culte) étaient disposées à vivre en union libre, comparativement à 61 % des personnes qui n'assistaient jamais à des services religieux. Les écarts étaient tout aussi marqués chez les jeunes adultes de 15 à 29 ans. Environ 27 % des personnes qui assistaient à des services religieux toutes les semaines étaient disposées à vivre en union libre, par rapport à 81 % des personnes qui n'y assistaient pas. Après avoir tenu compte de tous les autres facteurs, les probabilités d'être en faveur de l'union libre étaient 5,7 fois supérieures dans le cas des personnes non pratiquantes, comparativement aux personnes qui assistaient à un service religieux toutes les semaines.

Les perturbations de la vie familiale influent sur l'attitude à l'égard des relations

Les points de vue et les comportements des enfants en ce qui a trait à la famille, y compris l'attitude face à l'union libre, peuvent être déterminés par les antécédents matrimoniaux de leurs parents. Dans une récente étude, on a constaté que les jeunes adultes ayant vécu le divorce ou la séparation de leurs parents étaient plus susceptibles de choisir l'union libre comme première relation conjugale que les jeunes adultes n'ayant pas connu de perturbations familiales¹¹.

Les hommes et les femmes qui ont vécu avec leurs deux parents au moins jusqu'à l'âge de 15 ans étaient moins disposés à vivre en union libre que les hommes et les femmes dont les parents avaient divorcé, s'étaient séparés ou étaient devenus veuf ou veuve, dans des proportions de 58 % et de 45 % respectivement. Lorsque tous les autres facteurs sont maintenus constants, les probabilités d'être disposés à vivre en couple sans être mariés étaient 1,3 fois supérieures chez les Canadiens dont les parents s'étaient séparés ou avaient divorcé que chez les Canadiens ayant

vécu au sein d'une famille intacte au moins jusqu'à l'âge de 15 ans.

L'attitude face à l'union libre dépend aussi d'autres valeurs familiales

Les gens dont les valeurs familiales sont conservatrices ont tendance à opter pour le mariage, alors que ceux qui ont des valeurs libérales sont plus susceptibles de choisir l'union libre¹². L'attitude à l'égard de l'union libre dépend également d'autres valeurs et points de vue par rapport à la famille. Quelque 43 % des Canadiens et Canadiennes qui considéraient le mariage comme important ou très important pour être heureux dans la vie ont déclaré qu'ils consentiraient à vivre en union libre, comparativement à 57 % des personnes qui estimaient que le mariage n'est pas très important ou n'est pas important du tout. Après avoir tenu compte de tous les autres facteurs, les personnes croyant que le mariage est très important pour être heureux dans la vie présentaient 70 % moins de probabilités d'envisager une union libre que les personnes pour lesquelles le mariage n'est pas important du tout. Il semblerait que le mariage ait moins d'importance pour les gens qui envisagent de vivre en union libre, et pourtant, de nombreuses personnes qui choisissent de vivre en union libre pour leur première

8. Voir, par exemple, A. Thornton et L. Young-DeMarco, « Four decades of trends in attitudes toward family issues in the United States: The 1960s throughout the 1990s », *Journal of Marriage and Family*, 2001, vol. 63, n° 4, p. 1009 à 1037.

9. Mitchell, *op. cit.*

10. W. Clark, « Pratiques religieuses, mariage et famille », *Tendances sociales canadiennes*, automne 1998, p. 2 à 7.

11. P. Turcotte et A. Bélanger, *La dynamique de formation et de rupture des premières unions libres au Canada, 1997*, document de travail de Statistique Canada.

12. Clark, *op. cit.*

	Rapport de cotes		Rapport de cotes
Sexe		Lieu de naissance	
Féminin	0,6*	Né(e)s au Canada	1,4*
Masculin	1,0	Né(e)s à l'étranger	1,0
État matrimonial		Région de résidence	
Veufs(veuves)	0,7*	Atlantique	0,8
Divorcé(e) ou séparé(e)	0,9	Ontario	0,4*
Jamais marié(e)s	1,0	Québec	1,0
		Prairies	0,3*
Âge¹	0,9*	Colombie-Britannique	0,6*
Éducation		Les parents vivaient ensemble jusqu'à ce que le répondant ait 15 ans	
Inférieure au secondaire	0,9	Oui	1,0
Secondaire V	0,7*	Non	1,3*
Certaines études postsecondaires	1,0		
Activité principale		Importance du mariage pour être heureux dans la vie	
Population active	1,0	Très important	0,3*
Étudiant(e)s	0,6*	Important	0,5*
Autre ²	0,4*	Pas très important	0,9
		Pas important du tout	1,0
Participation à des services religieux		Importance d'une relation stable pour être heureux dans la vie	
Aucune	5,7*	Très important	7,7*
Occasionnelle	4,6*	Important	5,9*
Hebdomadaire	1,0	Pas très important	3,1*
		Pas important du tout	1,0
Langue parlée à la maison			
Anglais	0,7*		
Français	1,0		
Mélange	0,4*		
Non officielle	0,3*		

* Statistiquement significatif à partir d'un groupe de référence ($p < 0,05$).

1. Pour chaque année supplémentaire, les probabilités d'accepter de vivre en union libre diminuent de 10 %.

2. La catégorie « Autre » comprend les activités principales suivantes : les services de ménage, la retraite, le bénévolat ou la maladie.

Nota : Ce tableau présente les probabilités qu'un répondant consente à vivre en union libre à l'avenir, selon les probabilités d'un groupe de référence, alors que toutes les autres variables de l'analyse sont constantes.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2001.

relation conjugale finissent par épouser leur partenaire¹³.

Parmi les personnes qui considéraient une relation durable comme

importante ou très importante pour être heureux dans la vie, 53 % ont déclaré qu'elles pourraient vivre en union libre, comparativement à 36 %

des personnes pour lesquelles une relation durable n'était pas très importante ou pas importante du tout. Après avoir considéré tous les autres facteurs, les probabilités d'accepter de vivre en union libre étaient 7,7 fois supérieures chez les Canadiens qui considéraient une relation durable comme très importante pour être heureux dans la vie que chez les Canadiens pour qui une relation durable n'était pas importante du tout.

Résumé

Bien que les unions libres soient socialement beaucoup plus acceptables qu'elles ne l'étaient au cours des dernières décennies, de nombreuses personnes estiment, pour diverses raisons, qu'elles ne pourraient pas vivre en union libre. Par le passé, les gens qui vivaient en union libre — généralement des personnes plus susceptibles de mettre en doute les normes sociales — risquaient de voir leur choix désapprouvé par la société. C'est beaucoup moins le cas aujourd'hui. Si les attitudes influent sur le comportement futur, alors les personnes qui consentent à vivre en union libre sont plus susceptibles de choisir un jour ce type d'union. Dans l'ensemble, il semblerait que, parmi d'autres facteurs, le fait de consentir à vivre en union libre est associé aux caractéristiques suivantes : être de sexe masculin, être né au Canada, résider au Québec et assister peu fréquemment à des services religieux.

13. Statistique Canada, *La diversification de la vie conjugale au Canada*, 2002.